

4.714
30.

ერეკლესი
ბიბლიოთეკა

N. Nikoladze

ს. ს. ს. ს. ს. ს.

LA PRESSE DE LA DÉCADENCE

225(4)



LA

PRESSE DE LA DÉCADENCE

OBSERVATIONS D'UN JOURNALISTE ÉTRANGER

PAR

N. NIKOLADZÉ

4714
[30.



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

1875

27.11.78. (23x14) L.J.-P.J.

LA PRESSE DE LA DÉCADENCE

I

A l'heure présente, tout le monde lit des journaux ou les feuillette, tout au moins. L'habitude de parcourir un journal tous les matins a pris une telle consistance, qu'on se priverait plutôt de son déjeuner que du journal de son choix. C'est par centaines de mille, sinon par millions, qu'on peut compter les personnes ayant contracté cette louable habitude.

Rien de plus facile à s'expliquer. En associant tant bien que mal les masses populaires, sinon à la direction des affaires publiques, au moins à la parade de la comédie politique, la Révolution a éveillé dans ces masses la curiosité d'abord, et ensuite l'intérêt, pour les faits et gestes de la vie nationale, qu'elles ne connaissaient autrefois qu'accidentellement et par ouï dire. Tout ce monde de travailleurs

pliant sous le faix du labeur quotidien, et fort peu habitué aux méditations de longue haleine, ne pouvait satisfaire son besoin nouveau-né de curiosité ou d'intérêt que petit à petit, durant les repas. Dans ces conditions-là, ce n'est sans doute pas le volume qui pouvait l'y aider. Seul le journal, et le journal quotidien, pouvait lui convenir. Il s'est jeté sur ce journal, créé précisément pour satisfaire sa curiosité, et destiné à ne vivre qu'à la condition d'atteindre son but. Telle est l'origine et la raison d'être du journal d'aujourd'hui.

Ici se place un fait bizarre, qui ne peut manquer de sauter aux yeux de tout observateur attentif, et qui demande à être étudié sur le vif.

Un spécialiste ou un homme de métier qui lit assidûment son journal favori, ne s'avisera jamais d'ajouter foi aux appréciations et aux renseignements de ce journal traitant des choses de sa spécialité. L'ingénieur, par exemple, passera sans les lire tous les articles que son journal consacre aux questions de sa compétence. Le négociant lira, le sourire aux lèvres, les articles qui ont rapport à son commerce, et cette lecture lui servira de divertissement quinze jours durant. Un officier, un marin, un diplomate ne lit que bien rarement — et Dieu sait avec quelle douce hilarité — les articles de son ressort, publiés par les journaux les plus sérieux ou réputés comme tels. En un mot, la presse ne parvient presque jamais à ob-

tenir l'attention de ses lecteurs sur des questions qui se rapportent à leur vie familière.

Cela tient à ce que bien des fois l'ingénieur a eu l'occasion de lire dans les journaux des articles de sa compétence, écrits sous l'inspiration d'une ignorance crasse. Il a souvent vu avec quelle désinvolture révoltante le journaliste exposait et tranchait les problèmes les plus ardues de la science de l'ingénieur, tout en commettant des bévues et des fautes qu'aurait relevées le premier manœuvre venu. Suffisamment édifié sur la valeur de son journal, en ce qui concerne son métier, l'ingénieur s'est dit : « On ne saurait exiger qu'un journal politique soit de la force des *Annales du Génie civil*, » et il a passé outre. Des découvertes analogues ont été faites, à plusieurs reprises, par d'autres spécialistes, et chacun d'eux s'étant bien convaincu que les journaux sont absolument ignorants sur le chapitre de sa profession, continue de les croire de première force sur les professions des autres.

Cette erreur se dissipe peu à peu, et bon nombre de lecteurs commencent déjà à s'apercevoir que les journaux sont loin d'être de première force, et même d'une force ordinaire, sur les questions qu'ils traitent à chaque instant. Il arrive quelquefois que toute la France et l'Europe entière retentissent d'un éclat de rire homérique, lorsque, par exemple, un journal — un des mieux faits de Paris — voulant renseigner ses lecteurs sur la personnalité du célèbre Stein, à propos du monument qu'on venait

d'élever en Allemagne à ce régénérateur de la Prusse, donne tout au long la biographie du professeur viennois, Laurence Stein, copiée mot pour mot dans le *Dictionnaire* DES CONTEMPORAINS. Une autre fois, l'occasion de cette hilarité sera une dissertation d'un autre journal, s'efforçant de prévoir quel parti va prendre M. FOMENTO, « le nouveau ministre espagnol, » et quelle sera la situation « de cet homme considérable » dans le cabinet nouveau *).

Ces faits — aussi nombreux que les étoiles du ciel — portent le plus grand préjudice à la considération de la presse et surtout à l'autorité qu'elle devrait avoir sur l'esprit du public, qu'elle instruit en le renseignant. Si la presse est une puissance — ce qui reste encore à prouver, — elle ne doit sa force et son autorité qu'à l'ascendant moral et intellectuel qu'elle peut avoir sur l'esprit de ses lecteurs. Ce n'est pas tout que de parler et d'avoir des auditeurs. Il faut encore que ces auditeurs croient à vos paroles, qu'ils aient foi en votre sincérité, qu'ils vous sachent assez instruits, assez forts et assez probes, pour qu'ils prennent au sérieux ce que vous avez à leur dire. Un charlatan qui vante à haute voix sa marchandise, et qui harangue les passants en émaillant son débit de quolibets plus ou moins drôles, réussit souvent à attrouper de-

*) On sait que le ministère du commerce s'appelle, en Espagne, *ministerio de Fomento*.

vant son étalage un cercle de curieux. Est-ce à dire qu'il les a convaincus? Et s'il a été assez heureux pour séduire deux ou trois badauds et en divertir une douzaine, il n'en est pas moins vrai que le vent seul a recueilli ses discours et seul les a emportés.

Or, en ce qui concerne l'autorité morale et intellectuelle de la presse sur l'esprit des lecteurs, on commence à s'apercevoir qu'elle devient de plus en plus illusoire et nulle. Il est extrêmement difficile d'analyser un à un tous les faits qui le prouvent, la question d'influence sur l'esprit étant une des moins analysables. Néanmoins il n'est pas impossible de citer quelques exemples. Toute la presse était et est aujourd'hui encore unanime à réproucher et à anathématiser l'œuvre de M. Offenbach. C'est, de l'avis de tous les journaux soi-disant sérieux, la dégradation de l'art, l'excitation à la débâche, l'appel aux plus mauvaises passions de la nature humaine. La musique d'Offenbach elle-même n'est — toujours d'après ces journaux — qu'une inepte parodie de la vraie musique. Dans toute la presse il ne s'est pas élevé une voix — si timide qu'elle fût — pour contredire cet accord unanime. Ce concert d'indignation a-t-il entravé en quoi que ce soit le succès universel de cette œuvre? Le public a-t-il suivi les conseils que lui donnait la presse? A-t-il ratifié son sévère jugement? Et les rédacteurs des journaux qui ont le plus durement maltraité l'œuvre de M. Offenbach ne sont-ils pas les pre-

miers à garnir les fauteuils des théâtres où l'on joue des pièces de M. Offenbach ?

Passons maintenant à un autre ordre d'idées. S'il est une mission que la presse actuelle se soit tout spécialement attribuée, c'est assurément celle d'exercer une certaine influence électorale. C'est pour diriger les électeurs, pour soutenir les candidatures et pour *pousser* les amis qu'on fonde et qu'on entretient les journaux. Eh bien, sans aller trop loin, voyons quel est le degré d'influence que la presse parisienne exerce sur les électeurs parisiens. Les dernières élections municipales du 29 novembre 1874 vont nous le montrer d'une façon irréfutable.

On a vu, pendant ces élections, des candidats soutenus par sept ou huit journaux, tous plus sérieux les uns que les autres, ne réunir sur leurs noms que cinq ou six voix tout au plus. On a vu encore quelque chose de bien plus significatif. S'il existe à Paris un journal habile, supérieurement rédigé à son point de vue et jouissant d'une autorité plus incontestée qu'incontestable, un journal donnant sinon le mot d'ordre au moins le ton à son parti et à tous les autres journaux de sa nuance, c'est sans contredit la *République Française*. Aux élections du 29 novembre dernier, ce journal ne voulait à aucun prix de MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix. Tous les journaux du parti républicain — et du parti conservateur, cela va de soi — soutenaient leurs rivaux, et deux

journaux eurent seuls l'impartialité de mentionner leurs noms parmi ceux de tous les autres candidats, sans les soutenir aucunement. Tout cela n'a pas empêché MM. Yves Guyot et Sigismond Lacroix de battre à plate couture les protégés de toute la presse parisienne, y compris ceux de la *République Française*.

On pourrait multiplier à l'infini l'énumération des faits de toutes sortes prouvant jusqu'à la dernière évidence que la presse perd de plus en plus toute espèce d'autorité et d'influence sur l'esprit public. Toutes les manifestations des tendances, des goûts et des aspirations du public contemporain montrent surabondamment que la grande majorité de ce public va et vient, pense et agit selon ses propres inspirations, sans tenir aucun compte des conseils et des exhortations que lui prodigue la presse politique. Si l'on se rappelle que tout ce qui a percé pendant ces derniers temps, tout ce qui a réussi à s'imposer au public ou à gagner ses sympathies, a presque toujours été violemment combattu et diffamé par la presse, on peut en conclure, que la puissance de la presse d'aujourd'hui est plutôt illusoire que réelle.

On dira que des faits analogues se sont produits de tout temps et que toujours et partout à côté d'une presse progressiste il s'en est trouvé une autre, ennemie de toute innovation et de tout progrès. Cela est parfaitement vrai, mais il n'est pas moins vrai que jamais la presse rétrograde ou

conservatrice n'a moins eu les sympathies de son public, et que jamais, de son côté, la presse progressiste n'était tombée dans un pareil marasme.

Sous la monarchie de Juillet on combattait violemment la *Réforme*, mais elle avait des défenseurs aussi acharnés que convaincus, des partisans déterminés à mourir pour elle, et ses adversaires eux-mêmes s'inclinaient souvent devant la parfaite sincérité de sa foi politique. Le *Constitutionnel* était la risée de toute la nouvelle génération, et la verve intarrissable des Daumier et des Philippon le stig-matisait sans trêve ni merci. Mais il avait non seulement des abonnés mais encore des croyants, le *Constitutionnel* d'alors. Il avait des lecteurs pénétrés de son érudition et de la sagesse profonde avec laquelle il observait et décrivait « la marche du char de l'Etat » ou les évolutions du fameux serpent de mer. Il ne manquait même pas, à ce qu'on dit, d'un certain nombre de partisans déterminés à se faire tuer pour lui. Bienheureux celui qui, aujourd'hui, pourrait trouver à un journal quelconque, républicain ou conservateur, un partisan d'un dévouement aussi sûr.

Les journaux d'aujourd'hui trouvent des acheteurs, des lecteurs et même des abonnés; mais leur public est devenu sceptique, revêche à leurs conseils et soupçonneux au premier chef. Il lit, mais ne croit plus, il se renseigne mais n'ajoute pas grande foi aux renseignements qu'il trouve. Il continue plus que jamais à errer dans les ténèbres, sans pilote,

sans foi, sans étoile, sans guide ni chef. Et, ce que la presse, c'est-à-dire le grand jour de la discussion et du raisonnement, a perdu d'influence, a été gagné par les intrigants de salons ou par les braillards des réunions publiques, au grand détriment de l'intérêt national et du développement intellectuel du public lui-même.

D'où vient cette situation, comment s'est-elle créée, de quelle manière la presse est-elle tombée si bas? C'est ce que nous allons tâcher d'analyser.

II

La presse périodique, et surtout la presse quotidienne, n'a pris racine en France que depuis la Révolution. L'ancien régime ne pouvait la tolérer. La police, la censure, le privilège, la Bastille et tout ce qui s'en suit n'étaient pas de nature à favoriser son libre développement. Ces obstacles ne tombèrent que le jour où l'ancien régime s'écroula sur ses fondements. C'est alors que la presse a vu le jour. Mais la France était déjà en proie aux luttes politiques les plus violentes. La nation tout entière avait ses regards tournés vers l'arène où les principes les plus sacrés et les personnages les plus imposants se combattaient avec acharnement. Bon gré malgré la presse naissante dût suivre ces débats et prendre part à ces luttes. Vu les circonstances, c'était pour elle le seul moyen de se faire lire, c'est-à-dire de vivre.

Ceux qui dirigeaient la lutte et ceux qui y étaient plus ou moins mêlés comprirent bien vite de quelle utilité leur serait la presse, si on la mettait au service de leur cause et de leurs passions. Dans ces temps-là, où on faisait flèche de tout bois, il était impossible de dédaigner une arme aussi puissante. De tous côtés donc on s'empara de la presse pour

en faire un instrument de combat. C'est ainsi qu'à peine née, à peine connue du public, la presse tomba entre les mains des partis, qui la transformèrent immédiatement en une machine de guerre, exclusivement destinée à propager leurs convictions et à combattre leurs adversaires.

Depuis lors la situation de la presse ne s'est guère modifiée, du moins essentiellement. Les gouvernements qui se sont succédé ont souvent varié en tant qu'origine, principes et but, mais à l'égard de la presse ils ont tous gardé la même attitude. Tous ils *l'utilisaient* au gré de leurs desseins et faisaient, en même temps, tout leur possible pour la mettre dans l'impossibilité de leur nuire. Ils ne se sont jamais préoccupés de la question de savoir s'il importait ou non à la bonne direction des affaires publiques que la nation fût en possession d'une presse honnête et intelligente, capable de rendre au public les plus grands services par l'exactitude de ses renseignements et l'impartialité de ses appréciations. Ils se sont également peu souciés de savoir quel puissant secours pourrait offrir la presse pour le développement de l'instruction publique et de l'éducation politique du pays. Mais en revanche, ils n'ont jamais négligé de faire tout ce qui était humainement possible, pour corrompre ou bâillonner la presse. Gardant le souvenir des services que la presse lui avait rendus au temps où il assiégeait encore le pouvoir, chaque gouvernement s'efforçait de se garantir contre elle

et d'ôter à ses adversaires, par ruse ou par violence, cet auxiliaire dangereux. Il fondait des journaux officieux, il achetait ou louait tous ceux qui étaient à vendre ou à louer. Il s'en attirait d'autres, incorruptibles, par l'amorce des récompenses honorifiques, telles qu'un siège au sénat, une préfecture, une ambassade, une recette générale etc. Et s'il restait encore quelque part deux ou trois journaux irréconciliables, il accumulait contre eux lois sur lois contenant tout un arsenal d'amendes, d'avertissements, de prisons, de suspensions et de suppressions. Quelquefois on est allé jusqu'à la déportation des journalistes, et même jusqu'à la peine de mort prononcée contre eux pour leurs écrits politiques.

Grâce à cet état de choses, deux courants ont toujours porté la presse dans deux directions diamétralement opposées, mais jusqu'ici du moins absolument inévitables. Tandis qu'une partie de la presse, avide des faveurs administratives, se dévouait corps et âme à la défense du gouvernement établi et s'en faisait le porte-voix et le confident, l'autre partie se rejetait vers tout ce qui était opposé au gouvernement et tâchait d'y trouver son point d'appui et sa force de résistance contre les rigueurs accumulées du pouvoir. Comme tout se compense ici-bas, la première partie vivait des privilèges que lui octroyait le gouvernement, tandis que l'autre partie, privée de la manne administrative, se consolait par le nombre plus ou moins élevé des lecteurs et abonnés, qui, en

France, ne manquent jamais aux frondeurs du pouvoir.

Bientôt ces deux courants, sans cesser d'être opposés, se sont subdivisés à l'infini, imitant en ceci l'exemple donné par la vie politique elle-même. Depuis un demi-siècle, tout gouvernement qui se respecte ne se croit plus suffisamment fort, s'il ne s'appuie sur trois ou quatre politiques différentes et sur une demi-douzaine, au moins, d'opinions divergentes. Tout gouvernement « comme il faut » se croit obligé d'avoir d'abord la politique du chef de l'Etat, ensuite celle de la majorité du ministère, puis celle de la minorité du dit ministère, enfin celle du corps législatif, sans compter celle de l'épouse du chef de l'Etat, et ainsi de suite. A chacune de ces politiques il faut un organe spécial et officiel, qui est, en même temps, l'organe officieux du gouvernement. C'est ainsi qu'on a vu des chefs de l'État combattre dans leurs journaux officieux la politique officielle de leurs ministres, et c'est grâce à cette profusion d'organes qu'on voit tous les jours, depuis cinquante ans, cette avalanche de démentis que s'infligent mutuellement les organes attitrés d'un même gouvernement.

D'un autre côté l'opposition en France n'est pas ce qu'on la voit dans d'autres pays parlementaires, en Angleterre ou en Amérique par exemple. Là, en face d'un gouvernement établi se trouve une opposition non-seulement rangée en bataille, mais

complètement prête à prendre la direction des affaires publiques, le jour où le gouvernement, par suite d'un échec, serait obligé de se démettre de ses charges et fonctions. Là il y a *une* opposition, comme il n'y a qu'*un* gouvernement. On y voit un *chef de l'opposition*, l'équivalent du chef du ministère, et un état-major, sorte de ministère de l'avenir, dirigeant avec sûreté et précision une masse de combattants admirablement disciplinés.

Rien de semblable en France. Ici l'opposition n'existe qu'à l'état de force latente, disséminée, désordonnée et presque insaisissable. Ici tout le monde fait plus ou moins de l'opposition, mais tout le monde la fait individuellement, comme bon lui semble et quand il le veut. Il y a des moments où une grande colère commune réunit — pour un instant — tous ces opposants, et alors on voit tantôt une crise, tantôt une révolution. Mais l'adversaire une fois abattu, les vainqueurs se dispersent et se prennent aux cheveux, et on ne trouve presque jamais un ministère assez homogène et suffisamment préparé pour bien gérer les affaires publiques et pour oser prendre la responsabilité d'une réforme tant soit peu sérieuse.

Cette manière de faire l'opposition en détail est peut-être excellente pour développer l'esprit d'initiative chez quelques apprentis politiciens, mais assurément elle manque de solution pratique. Mais nous n'avons pas à nous préoccuper de cette question, et pour en revenir à nos journaux, il suffira



d'observer simplement que chaque groupe opposant, chaque individualité militante croit devoir se payer le luxe d'un ou de deux journaux quotidiens, afin d'être plus à même de terrasser le pouvoir et de recruter des électeurs. C'est de cette façon qu'on est arrivé à n'avoir en France que des journaux inféodés les uns au gouvernement, les autres aux différentes nuances de l'opposition.

III

Un journal inféodé à un parti quelconque ne peut compter sur son appui qu'en tant qu'il lui rend des services réels, en le défendant *per fas et nefas* et en épousant sa cause et ses préjugés. Un parti — quelque grand qu'il soit — n'est en définitive qu'une bien petite église, ayant ses fétiches, ses dogmes infaillibles et son petit cercle d'adorateurs fervents. Comme dans toutes les églises, on y est d'une intolérance, d'une partialité et d'un parti pris d'exclusion des plus prononcés. On n'y discute pas, on n'y cherche pas la vérité, on n'y travaille pas pour s'éclairer et pour convaincre les autres. On y tonne, on anathématise, on foudroie les dissidents, et on travestit l'histoire et les événements au gré de l'assistance. Les passants et les indifférents ne s'y arrêtent pas, car ils ne sauraient ni comprendre le langage qu'on y tient ni partager les passions qui s'y font jour. Les adversaires n'y mettent jamais le pied, croyant inutile d'y entendre pour la centième fois les mêmes accusations et surtout les mêmes calomnies. Il n'y a que les fidèles qui s'y hasardent et c'est seulement aux convertis que les pontifes de l'église sont obligés de débiter leurs sermons. Cet enfoncement quotidien de portes

ouvertes à deux battants n'est pas de nature à piquer la curiosité des fidèles eux-mêmes, et c'est pour la plupart avec un ennui profond qu'ils écoutent ces interminables litanies, qu'ils connaissent, du reste, par cœur.

Ceci explique le fait — à première vue incompréhensible — de l'existence de certains journaux, représentant tout un parti et ayant beaucoup moins de lecteurs que de rédacteurs. Mais ce fait n'est qu'une exception. Quant à la règle générale s'appliquant à toute la presse, à deux ou trois exceptions près, on peut la formuler en disant que les journaux, grâce à leur parti pris politique, ont à peine assez d'abonnés et de lecteurs, pour couvrir, les annonces aidant, le *minimum* des frais qu'exige la publication d'une feuille quotidienne.

4714
30

Cette situation précaire des journaux parisiens livre quelques uns d'entre eux, pieds et poings liés, à la discrétion d'un monde avec lequel la presse n'aurait jamais dû avoir aucune espèce de relations d'affaires. Lorsque le budget d'un journal se trouve en grande partie en découvert, le journal s'affirme à un financier quelconque, qui, moyennant tant par mois, s'en fait une petite fabrique de fausses nouvelles habilement lancées, de fausses indications, de renseignements tronqués, propres à induire le public en erreur et à lui faire vendre ou acheter les valeurs que le financier en question exploite le lendemain à la Bourse. On a vu, et plus d'une fois, par les débats du tribunal de

police correctionnelle, quel emploi font plusieurs grands journaux de Paris de leurs bulletins financiers, commerciaux, etc., et même de leurs colonnes de première page. Le nombre d'escroqueries, d'abus de confiance et de vols inqualifiables qui se commettent avec cette complicité de la presse est certainement vingt fois supérieur au total des vols commis par les misérables déguenillés que la police correctionnelle pourchasse sans trêve ni merci. Il y a des petits journaux fondés spécialement pour exploiter ce genre de commerce. Mais les financiers de haute volée préfèrent à juste titre se procurer « la collaboration » d'un grand journal politique, parce que le but intéressé des renseignements qu'il fournit au public y est toujours mieux dissimulé que dans les journaux exclusivement financiers.

C'est donc par la partialité et la mauvaise foi des renseignements financiers ou industriels que se complique et s'aggrave dans les journaux inféodés l'exclusivisme des jugements politiques et le travestissement des événements du jour. On pourrait n'y attacher qu'une importance secondaire, si les autres parties de la tâche que la presse est appelée à remplir étaient avantageusement exécutées. Nous allons voir que là encore on rencontre les mêmes causes et des effets analogues.

Etant donné un journal soutenu par une coterie politique et entretenu par un financier habile, on peut être parfaitement sûr que l'appui donné à ce

journal par ses protecteurs est fort limité et même tout à fait dérisoire. On donne au journal les moyens de paraître régulièrement. Si, à part cela, le journal a pu s'attacher deux ou trois écrivains, propres à combattre pour la cause de sa coterie, et si les colonnes du journal sont remplies de copie quelconque, ne fût-ce que de coupures, la coterie et le financier ne s'aviseront jamais de demander davantage. Le reste leur est parfaitement indifférent. Aussi la rédaction du journal se réduit-elle généralement à une demi-douzaine de journalistes, obligé d'écrire à tort et à travers sur toutes les questions qui surgissent dans le monde. Les mêmes écrivains fabriquent — ne consultant que leur devoir et deux ou trois *Dictionnaires* surannés — un jour un article sur la loi des cadres, le lendemain une tartine sur l'intronisation d'Alphonse XII, ensuite une consultation sur les rapports de la Turquie et des Monténégrins, enfin une dissertation sur le tunnel sous-marin entre la France et l'Angleterre. Faut-il donner l'appréciation du journal sur une question compliquée de droit, sur le meilleur moyen de détruire le phylloxera, sur n'importe quelle production de l'esprit humain? Ils bâclent leur prose en moins d'une demi-heure, sans se préoccuper le moins du monde de la nécessité d'étudier, de connaître et d'approfondir les questions dont ils se font juges non moins souverains qu'incompétents.

A l'étranger les choses se passent d'une autre

façon. Là les journaux véritablement dignes de ce nom ne se contentent pas d'avoir dans leur rédaction ordinaire tout un état-major de spécialistes dans toutes les branches de l'activité humaine. Toutes les fois que surgit une nouvelle question tant soit peu importante, ces journaux s'adressent aux spécialistes les plus autorisés et les mieux renseignés sur la matière, et leur demandent des articles complets, véritables chefs-d'œuvre donnant le dernier mot de la science sur le sujet en question. C'est grâce aux communications de ce genre que ces journaux ont acquis une énorme influence dans toutes les sphères de leurs lecteurs, et qu'ils font autorité sur toutes les matières, même aux yeux des spécialistes qui s'y sont exclusivement consacrés. Certains articles que ces journaux consacrent aux questions du jour sont payés 200 ou 300 francs, et il y a tel jour où ces journaux en publient trois ou quatre à la fois. Mais ni le mérite de ces articles écrits de main de maître, ni le travail d'une brillante et active rédaction, ni le luxe des dépêches fournies par les agences télégraphiques, ne dispensent ces journaux de l'obligation d'avoir des correspondants sérieux sur tous les points du monde, où il y a quelque chose à apprendre ou à observer.

Toutes ces prodigalités, il est vrai, leur occasionnent de très-grandes dépenses ; mais c'est uniquement à ce prix là qu'ils parviennent à leur *world-wide circulation*, et l'autorité qu'ils acquiè-

rent, les lecteurs qu'ils se procurent, les annonces qui les remplissent les rémunèrent, et au delà, des frais qu'ils font journellement.

Est-il besoin d'ajouter qu'un journal qui s'appuie uniquement sur une coterie quelconque, et qui ne vit que pour flatter un groupe de lecteurs et pour en invectiver nombre d'autres, ne parviendra jamais à avoir ni autant d'autorité morale, ni une si grande force budgétaire? Réduit à ses propres ressources ou obligé de vivre par des subventions et des gratifications insignifiantes, il végète misérablement, emboitant aveuglément le pas derrière l'*Agence Havas* et puisant ses informations et son savoir dans les lumières plus que problématiques de quelque *Correspondance* autographiée. En dehors de ces sources, il n'a à sa disposition que le travail d'une demi-douzaine d'écrivains, qui, faute d'une situation, n'ayant jamais pu ou voulu apprendre un métier, se sont établis fabricants de professions de foi à trois sous la ligne et ont embrassé le journalisme comme la plus facile et la plus lucrative des carrières possibles. Et c'est là toute la force intellectuelle du plus grand nombre des *grands* journaux de Paris.

IV

On a dit tout le bien et tout le mal qu'on pouvait dire sur les journalistes. Plusieurs volumes spéciaux ont été consacrés à la description de leurs différents types. Nous ne pouvons donc pas dire grand'chose de neuf sur leur compte. Mais il nous semble qu'il serait de quelque utilité d'analyser ici la manière d'écrire des différentes variétés du journalisme contemporain, pour voir dans quelle mesure cette manière peut servir ou compromettre les intérêts de la presse française.

Quand on tient une plume et qu'on est censé parler au public, on est presque toujours tenté de se prendre pour un prédicateur. On résiste difficilement à cette tentation, et les plus fortes têtes, comme les plumes les plus fines, deviennent souvent ses victimes. On prodigue des conseils aux lecteurs, aux différentes branches d'administrations publiques ou privées, mais le plus souvent c'est le pouvoir qu'on s'efforce de convertir au jugement qu'on s'est fait. On prêche, on persuade, on adjure, on reproche, on menace, le tout pour faire adopter la solution qu'on croit seule logique ou seule efficace. Pour arriver à ce résultat, on fouille le passé, on dénature le présent, on interroge

l'avenir, et on accumule preuves sur preuves pour convaincre le patient qu'il n'y a pas d'autre solution possible que celle qui lui est charitablement recommandée par le journaliste. Ceci dure des semaines et des mois entiers, et tant que le conseil n'est pas adopté ou définitivement enterré, le journaliste-conseiller ne voit que son conseil, ne cherche que ses preuves, ne songe qu'à son triomphe et ne se préoccupe que des chances d'atteindre le but qu'il s'est donné. Il va sans dire, que pendant tout ce temps où il a eu les yeux rivés sur son projet, la vie publique a marché et le monde a fait un certain nombre de pas dans un sens ou dans un autre. Tout cela passe inaperçu du journaliste-conseiller et de son journal, s'il y joue un rôle prépondérant. S'il arrive par malheur que le journaliste-conseiller soit doué d'un talent considérable, le public finit par se passionner pour ou contre sa solution, y attache une importance démesurément exagérée et ferme les yeux pour tout ce qui se passe en dehors et à côté de la solution recommandée par l'ingénieux conseiller.

On s'explique facilement par quelle pente l'écrivain en arrive à se dévouer corps et âme au triomphe d'une solution par lui entrevue. On se pénètre même d'une certaine admiration pour le novateur qui consacre ses efforts et une longue carrière au triomphe des idées qu'il a découvertes ou perfectionnées, et qu'il croit justes et utiles. Mais c'est méconnaître complètement les devoirs de la presse

que de la consacrer exclusivement à la glorification et au panégyrique d'une ou de plusieurs solutions plus ou moins justes et plus ou moins contestables. Messieurs les novateurs ont à leur service les ouvrages, les recueils spéciaux, les publications hebdomadaires, la brochure, et surtout l'expérience. Ils ne doivent recourir à la publicité des journaux que rarement, dans certains cas et par exception, pour appeler l'attention *d'une partie* du public sur les débats qui, étant nécessairement du domaine de la démonstration et du raisonnement, ne peuvent intéresser utilement qu'un nombre restreint de lecteurs. Quant au gros du public, ce qu'il demande à la presse c'est de le bien renseigner sur la vie nationale, c'est de le mettre à même de la bien comprendre, de se guider en connaissance de cause, de voir clair dans le monde réel et positif dans lequel il vit et se meut.

On fausse le jugement de ce public, on lui arrache quelquefois un assentiment irréfléchi; mais si l'on réussit à faire passer à ses yeux une idée contestable pour un axiôme indiscutable, il s'habitue en revanche, à force d'être induit en erreur, à prendre les axiômes pour des hypothèses vaines et sujettes à caution. De cette façon, au lieu de l'habituer petit à petit au raisonnement et à la discussion, on l'en dégoûte à tout jamais.

A côté du journaliste-conseiller nous trouvons le journaliste-tacticien. Il traite généralement, sinon exclusivement, la politique du jour. C'est un mon-

sieur qui ne doute de rien, qui croit tout connaître et tout prévoir. Rien ne lui échappe, et rien non plus n'est au-dessus de son savoir et de sa perspicacité; du moins il en est sûr. Il ne commence jamais ses articles que par cette locution consacrée: « Ainsi que nous l'avons prévu, » ou bien par celle-ci: « ainsi qu'il était facile de le prévoir. » Il affirme un jour que « les renseignements que nous recevons nous font prévoir le triomphe éclatant de notre candidat aux élections de..... » et il ajoute: « il ne saurait en être autrement, car... » Mais voici que le lendemain le candidat en question est distancé de plusieurs longueurs par tous ses concurrents. Le journaliste aux renseignements souriants ne se gênera pas le moins du monde pour imprimer immédiatement et sans transition aucune: « nos prévisions se sont malheureusement réalisées; la candidature tardive de monsieur un tel n'a pas pu réunir toutes les adhésions et ses concurrents ont eu le champ libre... » etc.

Tout ce système est basé sur le calcul suivant: Personne ne se rappelle exactement ce qu'il a lu la veille ou l'avant-veille; personne, non plus, ne conserve la collection de son journal. Donc, mon affirmation d'aujourd'hui, que bien peu de lecteurs auront la possibilité de contrôler, me vaudra l'estime de quantité de lecteurs bénévoles, qui croient toujours que c'est arrivé.

Le seul but du journaliste-tacticien est celui-ci: tourner plus ou moins adroitement les faits et les

événements de la vie politique, de manière à en faire bénéficier le parti de son journal. Pour y arriver, tous les moyens lui sont bons : il travestit la vérité, dénature l'histoire, ajoute ici, retranche là, ne souffle mot sur les faits très graves, mais défavorables à son parti, exagère l'importance et la signification de ceux qui lui sont favorables, et ainsi de suite. Il a un arsenal d'arguments *pour* ou *contre* toute espèce de choses, à l'aide desquels il peut faire voir aujourd'hui blanc ce qu'il montrait noir hier. S'il croit que l'intérêt de son parti ou de sa coterie l'exige, il lancera contre un adversaire, qu'il sait être parfaitement honnête, des insinuations et des calomnies énormes, et il ne se fera pas scrupule d'accuser de toute sorte d'infamies un dissident parfaitement sincère et honorable.

Ce qu'il y a de triste dans cette manière de procéder, c'est d'abord que tous ceux qui sont au courant des questions traitées par le journaliste s'aperçoivent à sa huitième ligne qu'il est absolument dépourvu de toute espèce de notions exactes sur le sujet qu'il traite, et que tout son savoir se réduit aux phrases laconiques des dépêches Havas, et aux quelques lignes de renseignements forcément partiels que la *Correspondance* autographiée d'Havas a bien voulu communiquer à son journal. Ensuite la désinvolture avec laquelle il essaye de prouver un jour ce qu'il avait réfuté la veille, les sophismes qu'il prodigue dans ces occasions et l'insouciance avec laquelle il fait évoluer ses principes tantôt à

droite et tantôt à gauche sont de nature à produire, à la longue, le plus fâcheux effet sur l'esprit des lecteurs. C'est grâce à ces procédés que l'esprit d'indifférence et de scepticisme gagne de plus en plus le public, et qu'il s'habitue à croire que la presse, tout comme la politique, n'est autre chose qu'une jonglerie vulgaire, où les plus habiles avalent sans sourciller des arguments ardents, et où les plus adroits saisissent au vol et escamotent les projectiles de leurs adversaires.

L'effet que nous venons d'indiquer est d'autant plus grave, qu'il se complique d'une impression analogue produite par une autre variété de journalistes. La presse, elle aussi, a ses volontaires d'un an ou de deux. Ce sont des jeunes gens ambitieux, qui se font de la presse un marche-pied pour se hausser jusqu'aux sous-préfectures ou à la députation, et qui, une fois leur but atteint, font diamétralement l'opposé de ce qu'ils avaient prêché durant leur stage dans la presse. Il est superflu d'insister longuement sur cette variété et sur l'effet moral qu'elle produit, les exemples récents étant encore dans toutes les mémoires.

Mais la variété qui fait prime aujourd'hui et qui tend de plus en plus à se généraliser, c'est le journaliste à invectives. C'est par les gros mots qu'il procède. D'un ton provocateur et absolument décidé, il débite des phrases tranchantes, énonce des faits tronqués, émet des jugements faux et répand des calomnies révoltantes. Il fait semblant d'être

sûr, non-seulement de lui-même, mais aussi de la vérité de ce qu'il dit. Faisant sonner bien haut les phrases creuses d'un patriotisme tapageur, il compte sur l'ignorance des uns, sur le manque de mémoire des autres, et surtout sur la crédulité des masses. Il sait que l'audace de ses affirmations, si fausses qu'elles soient, effacera la trace des jugements bien autrement fondés, mais exprimés avec moins de fracas. Il sait à merveille que le nombre des personnes habituées à juger froidement les choses, à n'admettre que les faits bien établis et suffisamment prouvés, est insignifiant en comparaison de la foule des lecteurs vulgaires. Aussi, vise-t-il de préférence les simples, les irréfléchis, tous ceux pour qui le dernier article du journal est le seul Code de droit et de foi. Toute sa logique, toute son éloquence, tout son savoir consiste uniquement dans le ton arrogant et audacieux de ses écrits, manifestement empreints d'une mauvaise foi à toute épreuve et d'un charlatanisme éhonté. Mais c'est malheureusement le ton qui fait la chanson.

Dans bon nombre de journaux le progrès a créé une nouvelle variété de journalistes, variété que Darwin appellerait volontiers *bâtarde* : c'est le journaliste-lanceur, le journaliste-réclame. Il ne parle que des choses qu'il est chargé de vanter et qu'il s'est engagé à lancer d'une façon ou d'une autre. Un jour il vous raconte une petite historiette bien innocente, bien désintéressée, croyez-vous. Le lendemain il y revient pour

y ajouter un détail, et adroitement, insensiblement, il y glisse l'adresse et le numéro d'une maison dont il vous dit, en passant, tout le bien imaginable, et le tour est fait. On emploie ce procédé pour lancer non-seulement « des affaires », mais aussi des filles, y compris leurs fournisseurs. Il est plus facile de calculer ce qu'on gagne d'argent à ce métier, que de se figurer combien on y dépense d'esprit et d'imagination.

C'est honteux à dire, mais il y a à Paris quatre ou cinq grands journaux qui ne vivent que de ce métier, et qui tiennent à ciel ouvert leurs plumes et leurs presses à la disposition du plus offrant et du dernier enchérisseur. Ce sont des boutiques de chantage et de lançage organisés, et la manière dont on y exploite la crédulité du public devrait depuis longtemps faire rougir jusqu'à l'encre qui sert à imprimer ces *feuilles de joie*.

A part ces variétés de journalistes, on voit des gens de talent, parfaitement honnêtes et profondément sincères, qui passent leur vie à servir une cause qu'ils croient juste, ou une opinion qui est vraiment la leur. Mais ceux-là sont tellement rares, qu'ils se sentent noyés dans cette foule de petits écrivassiers ignorants et indifférents, qui peuplent presque tous les journaux et qui passent sans scrupule d'un journal impérialiste à un journal républicain, de là à un organe légitimiste, pour trouver ensuite un refuge assuré dans une feuille orléaniste ou omnicolore. C'est là le vrai fléau du journalisme ;

et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit, ceux qui prostituent leur talent et vendent leur intelligence, s'offrant aux causes le plus diamétralement opposées. Habités à sophistiquer l'opinion publique, à simuler une ardeur ou un amour qu'ils sont loin de ressentir, ayant tour à tour servi et trahi toutes les causes, ils se sont faits sceptiques, indifférents, sans illusions ni convictions. De même qu'un piètre acteur s'engage dans une troupe ambulante, ils prennent dans un journal un *emploi* déterminé, jouent leur rôle tous les soirs, puis, le rideau une fois tombé, c'est-à-dire le numéro mis sous presse, passent le reste de leur temps à ridiculiser le directeur et à jalouser les premiers rôles. Le succès de l'entreprise leur est parfaitement indifférent, pourvu qu'on leur paie régulièrement leurs gages. A plus forte raison ne s'inquiètent-ils point de la question de savoir quelle influence aura sur le public le *genre* de l'entreprise. Et si le directeur fait de mauvaises affaires, si son entreprise tombe en ruine, l'acteur en question ira le lendemain même demander un emploi au concurrent de son ancien patron, à son ennemi peut-être, quitte à jouer les rôles bouffes dans les opérettes, après avoir joué les parents nobles dans la troupe dispersée.

Voilà précisément le vrai type du journaliste. Il entre dans un journal en en épousant la nuance politique, l'esprit de coterie, les haines et les jalousies de boutique et les adulations de camara-

derie. Obligé de plier sa raison et de commenter les événements au gré des tendances de son journal, il ne peut manquer de devenir un dialecticien plus ou moins habile, un sophiste plus ou moins adroit, et au lieu de rechercher pour ses lecteurs la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité, il croit devoir l'amender, la dissimuler, lui mettre un faux-nez ou un travestissement. « Toute vérité n'est pas bonne à dire » — voilà sa devise. En s'exerçant tant soit peu à ce joli métier, on devient profondément désillusionné sur tout ce qu'on avait appris à aimer, on ne croit plus qu'à l'habileté et on n'a foi — foi encore toute relative — qu'aux hommes que l'on sert. Quand un pareil écrivain est en présence d'une idée qui a remué la France tout entière, quand il assiste à un de ces mouvements oratoires frappés au coin de la sincérité et de la conviction la plus communicative, son cœur ne bat plus et son cerveau ne conçoit pas la force et la grandeur de la pensée qui a impressionné le monde civilisé. Il n'en voit que le petit coté, que l'enveloppe, et se contente de dire brièvement; — « c'est bien trouvé, c'est très habile » ou « c'est maladroit, » et il passe outre. Et s'il va par hasard jusqu'à l'enthousiasme, jusqu'au lyrisme, il est bien facile de voir aussitôt que ce n'est pas un cerveau vierge ni un cœur vigoureux qui a produit ce mouvement de commande. C'est tout bonnement la froide périphrase d'un cliché plusieurs fois usé, d'une pensée prostituée, à force

d'être répétée par la plume, lorsque le cœur était bien loin d'y songer.

Relisez attentivement, à la Bibliothèque Nationale ou dans n'importe quel cabinet littéraire, les collections de tous les journaux parisiens, et vous serez stupéfaits. — Vous y verrez que pendant ces cinq dernières années, si pleines d'événements les plus tragiques et les plus significatifs, la presse n'a pas su produire un seul écrivain vigoureux et désintéressé, qui ait pu imprimer à son œuvre la force communicative d'amères déceptions, de sanglants reproches et d'impulsion entraînante vers un meilleur avenir. Vous relirez en vain tous ces milliers de numéros, qui n'ont su vivre que ce que vivent les moustiques — l'espace d'un matin, — sans trouver ni un accord allant droit au cœur, ni une image frappant l'esprit et s'y gravant à tout jamais, ni une de ces grandes pensées dont la France fut jadis si fabuleusement riche et si généreusement prodigue. Tout est mesquin, rachitique, sans souffle ni conviction, tout est empreint d'une préoccupation de coterie, tout sent la boutique, sinon l'antichambre. A cent pas on voit les fausses dents et le clinquant de tous ces chevaliers de la plume qui s'essouffent à contrefaire les géants qui les ont devancés. Et c'est avec ces combattants de carton qu'on croit pouvoir diriger la vie politique de la France, c'est avec cette force-là qu'on espère l'influencer!



V

Pour mieux préciser notre pensée sur la presse française, il ne serait pas inutile d'esquisser à grands traits la physionomie de la presse étrangère. Il va sans dire que nous le ferons sans nous arrêter aux exceptions, et en ne tenant compte que de la généralité des cas.

La presse anglaise a pour caractère principal la physionomie sévère et impartiale d'un juge froid et autorisé. Ce qui la préoccupe surtout, c'est de réunir la plus grande quantité possible de renseignements et d'informations, de ne rien cacher au public, de tout analyser avec sang-froid et impartialité, et d'asseoir ainsi un jugement irrévocable, qui soit pleinement ratifié par l'opinion publique. On discute, en Angleterre, les verdicts du jury, les décisions du parlement, les actes du ministère, les opinions des chefs des partis et même la conduite de la famille régnante; mais on y regarderait à deux fois avant d'attaquer un *leading-article* des journaux sérieux. Bon nombre d'écrivains de première force et d'hommes d'Etat éminents ont été obligés de courber silencieusement la tête devant ces jugements, qui, tout en étant

« sans mandat, » n'en sont pas moins passés à l'état de verdict.

On n'acquiert pas une pareille autorité en un jour, et pour la mériter, il a fallu faire plus d'une fois preuve d'un jugement désintéressé, d'un esprit élevé et d'une conviction réfléchie. On sait, du reste, que ce n'est pas le premier venu qui prend la plume pour rendre ces jugements mûrement médités et solidement motivés. La presse anglaise s'est depuis longtemps pénétrée de la nécessité d'asseoir son crédit, non pas sur le sable mouvant de l'excentricité et de la fantaisie, non pas sur les passions passagères des luttes banales, mais sur les bases solides des besoins qu'a le public d'être consciencieusement informé et largement éclairé dans toutes les sphères de la vie nationale. Nous sommes loin de prétendre que les articles des journaux anglais soient de purs chefs-d'œuvre, ni qu'on ne puisse en appeler de leur jugement. Mais, malgré la fausseté du point de départ de quelques-uns de ces articles, malgré l'étroitesse de vue et le caractère exclusivement mercantile de beaucoup de ces jugements, il n'en est pas moins vrai, *qu'aux yeux du public anglais*, et souvent aussi du public continental, ces jugements passent pour être parfaitement équitables et que, sauf des cas bien rares, personne ne s'avise d'en suspecter la bonne foi et les lumières.

Remarquons, en passant, que les journaux les plus influents d'outre-Manche, tout en se dévouant

à la propagation des idées de progrès ou de conservation du *statu quo*, ne s'inféodent jamais aux partis politiques ni à leurs meneurs, qu'ils gardent toujours leur liberté de jugement, que souvent ils font entendre aux chefs des partis dont ils partagent la manière de voir les vérités les plus dures et les moins gazées, et nous aurons l'explication de l'autorité illimitée qu'ils ont su acquérir sur l'esprit de leurs compatriotes.

La presse allemande n'a pas encore atteint sa puberté. Elle ne fait qu'entrer dans le monde, et il serait difficile de saisir les traits de cet enfant dont la physionomie est à peine formée. Mais si, laissant de côté les transformations que les événements de ces dernières années lui ont apportées, on étudie sa physionomie telle qu'elle s'est formée depuis 1830, on verra qu'elle a toujours gardé un air parfaitement national de pédagogue convaincu mais radoteur. Elle n'est pas bien malicieuse et n'ose porter ses regards bien loin ni — surtout — bien haut. Mais elle cherche à *enseigner*, à instruire ses lecteurs et les traite volontiers en écoliers. Autrefois, c'était parfaitement innocent ; mais depuis qu'on a dit à ce maître d'école que c'est lui qui a vaincu à Sadowa, il est devenu un peu plus cassant et beaucoup plus prétentieux. Il aime à s'affubler de son uniforme de *landwermann* et se donne des airs de militaire retraité. Mais le pli est resté, le pli de l'ancien instituteur débonnaire.

C'est avec une sollicitude toute paternelle que la

presse allemande se met à la recherche des informations et des aperçus politiques et qu'elle les débite longuement à son public, en ayant soin de les bien mâcher pour les rendre parfaitement intelligibles. Elle aime à donner à son œuvre le caractère de sacerdoce, et généralement elle *professe* plutôt qu'elle ne bataille. Grâce à ce caractère, les lecteurs allemands s'instruisent graduellement en parcourant leurs petits journaux, et l'on peut dire, sans exagération aucune, que l'éducation politique de l'Allemagne est en grande partie due à la presse de ce pays.

Les journaux américains, en général, se sont faits à l'image de leur public pressé et affairé, complètement adonné à l'action et peu porté aux longs raisonnements. Aux États-Unis, la presse est réduite au rôle du simple *reporter*, et les colonnes presque tout entières des principaux journaux de ce pays sont remplies à coups de dépêches télégraphiques. Le style de ces journaux s'est même formé sur le langage bref et haché du télégraphe électrique, dans le genre du parler d'Alfred Jingle, du défunt *Pickwick Club*.

La presse s'est donné pour principal but de fournir à son public la plus grande quantité possible de renseignements de toute sorte, et elle s'est transformée en un stock de nouvelles les plus fraîches et de matières premières de raisonnement. C'est au public qui cherche et achète ces denrées, d'en faire l'usage qui lui convient le mieux. Quant

à la presse, ce qu'elle désire le plus, c'est d'acquérir la confiance de sa clientèle, par l'excellente qualité de sa marchandise et la promptitude de sa livraison. Elle ne se préoccupe nullement de l'opinion de ses lecteurs, ni de l'effet que ses renseignements peuvent produire sur tel parti ou tel membre du cabinet. Elle est au-dessus des luttes politiques et se glorifie ouvertement d'avoir dépassé le gouvernement, en ce qui concerne la promptitude des renseignements qu'elle fournit au public et au gouvernement lui-même.

Cela ne veut nullement dire que les journaux américains ne soient dévoués à aucune idée politique ou religieuse, mais la propagande aux États-Unis se faisant surtout au moyen des meetings et des tournées politiques, le rôle de la presse se réduit à publier le plus promptement possible les allocutions prononcées dans ces assemblées, dans un sens ou dans un autre. Du reste, tout en se consacrant à la propagande d'une idée, et en travaillant au triomphe d'une réforme, les journaux américains savent rester au-dessus des partis et n'oublient jamais que la vie intellectuelle et matérielle du monde civilisé ne se résume nullement dans les débats engagés au sujet de la réforme en question. La grande campagne abolitionniste, conduite par la *New-York Tribune*, une des plus glorieuses et difficiles campagnes qui aient jamais été engagées par la presse de n'importe quel pays, n'a jamais empêché le directeur de ce journal, Horace Greeley,

de rendre dans sa feuille le compte le plus exact et le plus empressé de tout ce qui se faisait dans toutes les autres branches de la vie contemporaine.

La presse des autres pays s'est façonnée à l'image d'un de ces trois types principaux, ou à l'image de tous les trois ensemble, mais à doses plus ou moins fortes. Il était donné à la France seule d'en inaugurer un quatrième, qui quelquefois a pénétré, mais sans trop de succès, dans la presse étrangère.

Ce quatrième type a sa raison d'être dans le caractère national de la race gauloise, dans la vie politique de la France et dans le rôle qui fut forcément assigné à la presse française. Réduite au rôle ingrat de défenseur inféodé d'une cause ou d'une opinion qui se croit seule infaillible ou qui veut passer pour telle, la presse française a du prendre la physionomie traditionnelle de l'avocat. Plaidant tour à tour le pour et le contre, prodiguant la même éloquence pour les bonnes et les mauvaises causes, ne produisant que les preuves en faveur de la cause, et escamotant ceux qui la desservent, cherchant à blanchir ses clients en éclaboussant leurs adversaires, la presse française a endossé tout ce que la profession d'avocat avait de suspect. Lorsqu'on écoute un avocat, on a beau le trouver spirituel, érudit, éloquent ou insinuant, on a beau admirer son habileté et sa verve mordante ou persuasive on sent, malgré soi, qu'on a affaire à un homme qui n'est rien moins que

désintéressé et sincère, qui ne croit peut-être pas lui-même à l'honnêteté de sa cause, qui est payé pour réhabiliter coûte que coûte son client, pour déprécier à tout prix celui de son adversaire, et qui, pour atteindre son but, ne s'arrêtera certainement devant aucun moyen pouvant fausser l'opinion des juges ou les induire en erreur. Ce beau mouvement d'éloquence, cette ironie fine et sanglante, cette voix émue, ce geste majestueux, ce regard suppliant — tout cela est suspect, commandé d'avance, taxé et payé largement. Le même avocat s'en est servi, et de la même manière, il y a huit jours, lorsqu'il défendait l'assassin avéré et le banqueroutier frauduleux. Vous savez à merveille que ce défenseur de la Veuve et de l'Orphelin est allé, le matin même, toucher une grasse indemnité chez l'intendant de la dame en question, du reste riche à plusieurs millions. Vous sentez aussi, qu'une fois la comédie jouée, qu'une fois l'audience levée, les deux avocats-adversaires, qui, il y a dix minutes, étaient sur le point d'en venir aux mains, iront ensemble, bras-dessus bras-dessous, rire des badauds et des naïfs qui admiraient tout à l'heure leurs faux emportements et leurs indignations de commande. Aussi, malgré l'effusion de cette éloquence savamment passionnée, malgré la parade de ces sentiments soi-disant élevés, vous restez froid, vous vous défiez, vous sentez qu'il doit y avoir quelque anguille sous roche. Et voilà pourquoi l'œuvre de messieurs les avocats n'est jamais

décisive. Si les juges s'en rapportaient à ce que les avocats débitent devant eux, s'ils épousaient, les yeux fermés, leur manière de voir, l'œuvre de la justice ne serait qu'une vulgaire duperie. Dans ce cas, du reste, pas un tribunal ne serait en mesure de trancher une question et de rendre un arrêt, obligé qu'il serait de rester en suspens entre deux affirmations et deux objurgations diamétralement opposées.

Eh bien, c'est ce rôle d'avocat mercenaire qu'a dû prendre la presse française, c'est à cette image qu'elle s'est formée. Il peut y avoir beaucoup d'habileté dans cette manière d'utiliser la presse, d'en tirer le plus grand profit pour la cause qu'on s'est chargé de défendre, mais il est incontestable qu'aux yeux de la majorité du public l'autorité de la presse s'en est considérablement amoindrie. Le lecteur s'aperçoit de plus en plus que, grâce à ce rôle qu'on lui a imposé, la presse recherche non pas la vérité, non pas les lumières, mais uniquement les arguments et les faux-fuyants; qu'elle écrit non pour raconter, non pour instruire, mais pour prouver ce qu'elle est chargée d'établir. Aussi, se contente-t-il de contempler froidement la finesse et l'habileté de toutes ces « chicanes d'avocats », et se garde-t-il de les prendre au sérieux. Loin d'avoir à l'égard de son jugement la déférence du lecteur anglais, l'estime du lecteur allemand et la confiance du lecteur américain, il est plein de méfiance, et il attache certainement cent fois plus d'importance

à un bruit qu'on colporte dans les cafés, qu'aux affirmations les plus solennelles de son propre journal.

C'est ainsi, qu'à force d'avoir voulu trop plaider et trop érgoter, la presse française s'est heurtée contre l'incrédulité et la défiance de son public.

VI

Depuis longtemps déjà la France a perdu confiance en une dynastie quelconque. Elle ne croit plus guère aux représentants de sa religion, qui, à force de se mêler trop souvent aux affaires de ce monde, ont fini par perdre l'ascendant incontestable que leur donnait la foi religieuse de leurs ouailles. Les classes élevées se sont si bien barricadées dans leur politique myope et égoïste, qu'elles ont à tout jamais détruit l'autorité morale que l'instruction, la fortune et l'expérience leur créaient vis-à-vis des classes inférieures. Dans cet état de choses, où tout ce qui servait jadis de guide au pays et dirigeait sa bonne volonté et ses destinées tourmentées a disparu petit à petit et sans aucune chance de retour, la presse aurait dû tâcher d'acquiescer par sa sincérité, par ses lumières, par les services qu'elle était appelée à rendre et par l'éclatante honnêteté de ses efforts, l'estime et la confiance du pays. Si elle tarde à atteindre ce but, si elle n'arrive pas à inspirer au pays cette confiance, la France peut-être exposée à la pire de toutes les anarchies, à l'anarchie morale qui est bien autrement redoutable que le fameux « *péril social* » de M. de Broglie. Un événement imprévu,

une révolte, une guerre civile ou étrangère peuvent à un moment donné détruire de fond en comble le gouvernement de fait ou de droit, et le pays se trouvera alors livré aux hasards de toutes les tempêtes, sans pilote ni boussole, sans possibilité de trouver sur le champ une formule gouvernementale, capable de diriger toutes les volontés. Une presse vraiment à la hauteur de sa mission peut seule, dans ces occasions-là, trouver cette formule et la proposer à toute la nation. Que de malheurs on aurait pu prévenir, que d'humiliations on aurait pu épargner à la France, si, au lendemain du 6 août et du 4 septembre 1870, la presse française s'était trouvée à cette hauteur, au lieu d'être réduite — par son incapacité et son discrédit — à marcher à la remorque des passions aveugles et subitement démuselées d'une population aussi ignorante qu'effrayée! On a vu de près cette anarchie redoutable dont nous voulons parler, on a failli succomber sous ses coups, avec la France tout entière, et c'est après y avoir échappé qu'on vient se créer des terreurs avec l'anarchie matérielle d'une insignifiante insurrection de rue ou d'un trouble passager de circulation! Du reste c'est une faiblesse enracinée dans la nature humaine : après avoir échappé à la foudre, on tremble au bruit d'un pétard.

Pour mériter une certaine confiance de la part de la nation, la presse doit se faire l'amie de ses lecteurs, elle doit leur inculquer profondément cette

idée, qu'elle ne les trompe pas, qu'elle ne leur dissimule rien, que du reste elle n'aurait aucun intérêt à le faire. Le lecteur français est mal renseigné, peu instruit, peu réfléchi, mais — tout le monde lui rendra cette justice pleine et entière — il est depuis longtemps sorti de cet état d'enfance, où l'on a besoin d'être conduit les yeux bandés, on ne sait où et on ne sait pourquoi. S'il est défiant, s'il ne croit plus à ce qu'on lui prêche, c'est qu'il s'est aperçu qu'on ne veut pas le traiter en homme, qu'on lui cache beaucoup de choses, qu'on n'a pas suffisamment de confiance en son intelligence et en son bon vouloir. Il se croit capable de se conduire lui-même, et plus on fera de cachotteries à son égard, plus on l'éloignera de soi. Aux hommes faits, au public ayant une certaine expérience, on ne doit jamais farder la vérité. Ce n'est qu'aux faibles qu'on laisse ignorer les choses désagréables; ce n'est qu'aux esprits pusillanimes qu'on cache les dangers. Or, le public français, qui, Dieu merci, n'est ni faible, ni pusillanime, ne veut plus supporter qu'on le traite de cette façon, et il a parfaitement raison de se détourner de ceux qui s'amuse à lui montrer une faible partie de la vérité, pour en dissimuler le reste. Cette dissimulation, une presse intelligente et vraiment honnête devrait l'éviter à tout prix. et cela dans son intérêt propre peut-être v 5 plus encore que dans celui de son pays.

Telle n'est pas aujourd'hui — tant s'en faut — la ligne de conduite de la presse française. Le lecteur

assidu d'un journal quelconque, même sérieusement attaché à la cause que celui-ci s'est engagé à servir, n'a aucune espèce de confiance en ce que lui dit son journal. Il sait ou il sent que les articles de sa feuille visent un but politique, qu'ils sont une sorte de ruse de guerre, qu'ils ont été écrits pour dépister les adversaires et leur donner le change sur les forces et les intentions du parti. A plus forte raison paraissent-ils suspects aux lecteurs indifférents ou hostiles à la cause en question, — et ceux-ci, cela va de soi, forment l'immense majorité. Aux yeux de tout ce monde-là, presque toutes les affirmations et toute les accusations réciproques dont les journaux politiques sont si prodigues aujourd'hui n'ont d'autre valeur que celle qu'on attache généralement aux insinuations plus ou moins astucieuses des avocats aux abois.

Comment pourrait-il en être autrement, lorsqu'on voit chaque jour la presse de tous les partis s'embourber jusqu'aux oreilles dans la fange des petites manœuvres et des grosses calomnies? Quelle est, en effet, l'arme favorite dont la presse militante se sert aujourd'hui de préférence? Ce n'est pas à coup sûr la critique des doctrines des partis adverses, ni de leurs moyens d'application, ni de leurs systèmes d'organisation ou de gouvernement; ce n'est pas davantage l'exposition et le développement des théories et des voies pratiques qu'on se propose de suivre. C'est par une dépréciation toute personnelle de ses adversaires qu'on procède dans

la presse, exactement comme dans les réunions publiques, et surtout dans les conciliabules de salons et de couloirs. C'est la calomnie la plus odieuse qu'on emploie, jointe aux phrases générales, d'autant plus sonores qu'elles sont vides de sens ou d'idée précise. Or on a trop abusé de cette arme de Dom Basile, et malgré tout le raffinement que peut lui donner l'esprit perfectionneur du vieux Figaro, l'arme du calomniateur public a perdu tout son tranchant. La presse a laissé échapper de ses mains sa plus sérieuse attribution, et de grande justicière qu'elle aurait dû devenir, elle est tombée au rang de vile accusatrice. Mais le public, qui commence à avoir les oreilles rebattues de toutes ces accusations sans fondement, n'y prête plus attention. C'est l'éternelle histoire de l'enfant qui s'amusaient à crier *au loup* et que personne ne voulut prendre au sérieux lorsque le loup vint se jeter sur lui. La presse est en train de tomber dans cette situation, précisément parce qu'elle n'a pas su garder la mesure, et qu'à force de trop tonner et de mettre en accusation la France entière, elle a usé sa foudre et cassé la corde à laquelle elle voulait pendre beaucoup trop de monde.

On s'aperçoit depuis quelque temps de l'effet désastreux de ces accusations réciproques et également mal fondées; on commence à voir les dangers de la situation plus que tendue dans laquelle s'est engagée la presse française, mais on n'y prend pas garde, et on croit tenir un remède tout puissant con-

tre ce mal. On se dit que l'abondance de talent, d'esprit, de génie même dont la presse française est si riche compense avec usure tous ses défauts et tous ses vices. Nulle part, en effet, on ne voit cette abondance prodigieuse d'écrivains de talent et d'esprit dont regorge la presse parisienne. Un journal allait dernièrement jusqu'à affirmer que telle feuille parisienne, et il y en a pas mal de cette force, pourrait à elle seule alimenter l'esprit de toute la presse allemande ou italienne, russe ou américaine. Nous ne voyons rien de bien exagéré dans cette affirmation, car on dépense énormément d'esprit et de talent dans cette guerre à coups d'épingles et dans ces batailles à coups d'invectives auxquelles se livre journallement la presse parisienne. Malheureusement l'esprit seul et le talent ne suffisent pas pour assurer à celui qui les possède toute l'influence qu'il voudrait avoir. Dans la presse de parti les écrivains de talent sont trop souvent obligés de mettre une sourdine à leur intelligence ou de lui donner une fausse direction, lorsque, par exemple, ils voient que ce qu'ils pensent, ce qu'ils voudraient dire, peut être préjudiciable aux intérêts du parti qu'il se sont engagés à servir. D'un autre côté on confond souvent, dans une même dénomination d'homme d'esprit, l'écrivain qui sait faire rire avec celui qui sait réduire une idée ou une situation à sa plus simple et plus juste expression.

L'esprit français, qui jadis consistait dans l'art de dégager les situations embrouillées, de préciser

les idées confuses, de concentrer en un éclair de lumière vive tout un amas de raisonnements et d'argumentations, se trouve aujourd'hui sur la pente qui le mène tout doucement vers la bouffonnerie de gros sel, qui vous fait rire, sans laisser aucune espèce de trace et d'empreinte dans votre intelligence. Il n'est pas bien difficile de faire rire le lecteur au moyen de mots imprévus, de juxtapositions inespérées, de déductions insensées et de phrases décollées. La ficelle est connue : on parle avec respect et admiration des choses les plus banales et les plus insignifiantes, on traite d'un ton plus que familier les sujets les plus sacrés, et le lecteur qui n'attendait ni cet excès d'honneur ni cette indignité est forcé de sourire. Les physiologistes qui font baser la théorie du rire sur l'effet de l'imprévu et de l'inimaginable, ont porté un coup mortel aux écrivains malavisés qui, partant de cette donnée que le ridicule tue en France, s'imaginent qu'on peut rendre ridicule n'importe qui, à condition de faire rire les lecteurs à propos de lui ou à ses dépens. Mais dans un pays qui a couronné le héros de Boulogne et de Strasbourg, le rire n'est pas aussi mortifiant qu'on se l'imagine. Il y aurait pourtant un meilleur emploi pour cet esprit raffiné et ce talent à l'emporte-pièce, dont la presse parisienne est si incontestablement riche et fière à si juste titre, — ce n'est pas à coup sûr la besogne qui lui manque. Ce serait de consacrer une partie au moins de cette richesse incontestable à formuler les

vraies tendances du pays, à synthétiser ses aspirations réelles, à définir ses besoins et à les rendre ainsi plus saisissables, pour préparer leur légitime satisfaction.

On est à mille lieues de cet emploi de l'esprit. On l'utilise aujourd'hui à parer un fond presque complètement vide, à dissimuler l'indigence d'idées et à s'attirer le public par un brillant feu d'artifice. Tous ces petits moyens sont à leur place lorsqu'ils servent à épicer une nourriture intellectuelle un peu lourde ou par trop substantielle. Ce sont alors des points de repère où l'esprit du lecteur se repose et se sent stimulé à continuer son travail par l'espoir d'autres appas du même genre. Ils peuvent servir aussi de coups de marteau pour enfoncer le plus profondément possible dans l'esprit des lecteurs une idée suffisamment éclaircie et développée. Mais remplacer les idées, la vie intellectuelle tout entière, par une suite non interrompue de feux d'artifice sans but ni cause — c'est faire de l'art pour l'art, c'est corrompre l'intelligence du public et éveiller en lui ce besoin de jeux et de spectacles qui est le symptôme le plus frappant de la décadence morale d'une nation et de sa décomposition cadavérique.

VII

Le lecteur qui ne puise ses renseignements que dans la presse parisienne doit à la longue se former une bien piètre idée de la vie contemporaine. Il aura beau parcourir tous les matins une douzaine de feuilles politiques, il doit forcément être réduit à penser que dans tout l'univers il n'y a que la France, et dans toute la France que Paris et Versailles qui soient dignes d'intéresser le public. La presse s'occupe bien un peu de la province et de l'étranger, mais seulement lorsqu'il y a de grands procès ou de grandes fêtes à décrire. La fête de l'entrée à Madrid du jeune rejeton des « Bourbon et Bourbon », du mariage de la fille du roi des Belges, les scandales des procès d'Arnim ou d'Offenheim, c'est là presque tout ce qui attire l'attention passagère de la presse parisienne. Si quelques journaux — tels que le *Temps* ou le *Journal des Débats* — publient de temps à autre des correspondances sur les intentions présumées du prince de Bismark, du général Moriones ou du prince Gortchakoff, — c'est le *nec plus ultra* de la condescendance. Quant à suivre attentivement et régulièrement le mouvement intellectuel de la province et des diffé-

rents États européens, quant à étudier soigneusement les besoins, les aspirations et les dispositions de leurs populations, quant à connaître au juste leurs forces et leur tendances, — personne n'y songe et personne n'en voit l'urgence. L'Europe entière est travaillée dans tous les sens, des luttes formidables se préparent au grand jour, les chefs politiques, d'une habileté consommée et d'un savoir incontestable, font leur possible pour diriger et exploiter les différents courants populaires, et ce qu'ils en ont déjà retiré est le plus sûr garant de leur réussite prochaine. Les coalitions se forment, les plans de campagnes se préparent, on s'arme partout jusqu'aux dents, partout on se compte pour être prêt aux combats imminents et décisifs. Nul ne sait quand et où s'allumera la première étincelle qui doit mettre le feu aux poudres, mais personne non plus n'est sûr que cela n'arrivera pas demain et à deux pas de la France. Voilà le moment que choisit la presse française pour envoyer des correspondants spéciaux à la cour du roi des Belges ou à celle du jeune Alphonse, au lieu d'en avoir des masses en Allemagne, en Autriche, en Italie ou en Russie. Et c'est cette même presse qui ne tarissait pas en plaisanteries et en sarcasmes sur l'aveuglement de la politique bonapartiste, lorsque la guerre néfaste de 1870 fut déclarée d'un cœur et surtout d'un esprit si légers !

On comprendrait facilement la difficulté de se procurer de bons correspondants si ce n'était pas

précisément la presse parisienne qui a produit le meilleur exemple de ce que doivent être les correspondances étrangères d'une feuille française. N'est-ce pas en effet un journal de Paris, le *Temps*, qui a publié ces belles *Lettres sur l'Angleterre* qui, dans toutes les parties du monde, sont considérées comme le chef-d'œuvre du genre et le parfait modèle de la correspondance politique? Il ne s'agit pas ici, bien entendu, des opinions personnelles de M. Louis Blanc, ni même de son talent, mais uniquement de sa *manière*, qui est celle d'un honnête homme suivant attentivement la vie intellectuelle et morale du pays qu'il habite. Possédant à fond le passé de la nation qu'il s'est chargé de faire connaître à sa patrie, il étudie scrupuleusement sa vie présente et note jour par jour tout ce qui s'y produit de neuf et d'instructif. N'a pas qui veut l'érudition et le talent de M. Louis Blanc, c'est vrai, mais tout homme de bonne volonté, tout écrivain consciencieux peut remplir d'une façon satisfaisante la mission de correspondant à la manière des *Lettres sur l'Angleterre*, la seule utile et indispensable pour le bien de la France.

Posons-donc une question bien simple: y a-t-il, à l'heure qu'il est, à Paris, parmi toute cette multitude de journaux soi-disant politiques, une seule feuille qui ait de pareils correspondants en Allemagne, en Russie, en Italie et en Autriche, les quatre pays dont il importe le plus à la France de connaître au juste les forces réelles et les disposi-

tions probables ? La réponse négative à cette question brûle déjà toutes les lèvres, et il est superflu d'insister sur les preuves de cette négligence. Mais cela ne nous dispense nullement d'en rechercher les conséquences.

Si les journaux parisiens avaient à leur service cinq ou six correspondants remplissant consciencieusement le programme si bien tracé et exécuté par M. Louis Blanc, le public français apprendrait bientôt des choses incroyables, bouleversant de fond en comble tout ce qu'il a l'habitude de penser sur l'étranger. On peut en concevoir un léger avant-goût si l'on veut se donner la peine de réfléchir un peu sur quelques considérations que nous allons esquisser au pas de course.

Depuis vingt-cinq ans environ, la France a considérablement ralenti sa marche dans la voie de progrès. Grâce au système de gouvernement qui l'a régie pendant une bonne partie de cette période, elle s'est affaissée dans la contemplation de sa propre grandeur. Les bruits de victoires plus ou moins faciles mais toujours surfaites abasourdisaient la nation, qui ne pouvait s'apercevoir, à travers la fumée des batailles et les forêts de baïonnettes, que sa science avait été réduite à la misère et que sa littérature se trouvait reléguée au grenier. Voyant sa toute-puissance militaire et assistant à cette longue série d'illuminations et d'actions de grâces pour les succès obtenus, elle s'est persuadée qu'elle seule était digne et valait la peine

d'être vue, connue et étudiée. Nouveau Narcisse, elle se mirait dans ses eaux complaisantes, lorsque brusquement les événements sont venus lui prouver, que si elle était la seule belle et la seule adorable, il y avait quelqu'un de plus fort et de plus adroit qu'elle. Aujourd'hui encore, elle en est toute ébahie, et elle a peine à croire à ses blessures.

On se console, on se donne une raison, en disant : « Nous n'étions pas prêts, les allemands étaient plus nombreux que nous. » Mais il faut avoir le courage de dire que c'est là une bien vaine consolation. Il fallait savoir si l'on était prêt, il fallait connaître sa force et celle de l'ennemi, qui, lui, savait le nombre exact des boutons de guêtres français. Si les allemands ont vaincu ce n'est pas seulement parce qu'ils étaient plus nombreux, mais encore et surtout parce qu'ils avaient travaillé pendant que la France ne faisait rien ou à peu près. Pendant les mêmes vingt-cinq années, l'Allemagne s'était appliquée à réaliser et à mettre en pratique les belles et fécondes idées, conçues par les penseurs français mais étouffées en France par le dédain des riches égoïstes et par l'indifférence des pauvres ignorants. Pendant tout ce temps, qui fut employé en France à étouffer l'esprit public et à amortir l'intelligence du pays, l'Allemagne travaillait à acquérir le plus de forces et de lumières possible. Elle a progressé, pendant que la France piétinait sur place devant les feux d'artifice avec lesquels l'amusait un gouvernement foncièrement démoralisateur. Voilà

pourquoi, aux yeux de tout observateur impartial, les revers de la France sont non pas un accident fortuit et sans conséquence, non pas une surprise, mais bien réellement un indice certain d'un déplacement de l'axe international et peut-être même intellectuel, déplacement qui se fait graduellement et finira par s'achever, si la France n'y prend garde et n'y met bon ordre.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur quelques particularités de la vie nationale de l'étranger.

VIII

Toute une vie nouvelle pointe en Europe, d'une extrémité à l'autre de ce vieux monde, qui compte décidément échapper à la mort par une série de transformations et de rajeunissements successifs. Les masses entières entrent, couche par couche, dans la vie politique de leurs pays respectifs, poursuivant ici la revendication de leurs libertés méconnues, là — leur affranchissement social ou économique, ailleurs — leur unité politique et nationale. Elles se comptent et se disciplinent, pour être en mesure d'atteindre sûrement leur but. De temps en temps les dépêches de l'Agence *Havas* annoncent, — semblant un léger filet d'éclair lointain, — que les *unions* d'ouvriers anglais ont résolu ceci ou cela, que les associations de patrons s'y sont conformées ou refusées, que le parti socialiste vient de faire élire son candidat en Allemagne ou au Danemark, que le congrès socialiste d'Erfurt ou d'Eisenach a pris telle et telle résolution, — et c'est tout. Mais derrière ce laconisme énigmatique des dépêches *Havas* il y a tout un monde nouveau et inconnu, qui se développe et se meut, réclame sa place au soleil et se dispose à y

jouer un rôle prépondérant. C'est que l'association — idée française, s'il en fut — tant décriée, bafouée, calomnié et persécutée en France, a fait son tour du monde en moins de quatre-vingts ans, et elle a si bien grandi qu'à cette heure, tous les gouvernements se voient forcés de compter avec elle. Elle est loin encore de jouer le rôle qui lui est réservé dans un avenir prochain, mais malgré sa chétivité actuelle, il n'est pas moins vrai que c'est grâce à elle que les masses entières ont pris une participation directe aux affaires politiques et sociales, participation que ni les écoles, ni la tribune n'ont jamais su leur faire prendre. D'innombrables associations de résistance commune, de crédit populaire, de secours mutuels, de consommation et de production se créent et se développent sur tous les points de l'Europe, et leur utilité pratique attire autour d'elles des milliers de déshérités de la fortune qui apprennent là quels sont leurs droits et quelle est la meilleure manière de s'en servir.

De même, l'Europe a pris à la France tout ce que celle-ci avait produit de plus hardi et de plus fécond en fait de conceptions ingénieuses et de découvertes intellectuelles. Les grandes et profondes idées conçues par les novateurs français se sont vues adoptées et réalisées par les réformateurs étrangers. Pour ne citer qu'un exemple, il nous suffira de dire que tous ces systèmes tant vantés des réformes scolaires, dont l'Allemagne et la Suisse sont si fières et dont

l'Europe, moins la France, a su tirer un si grand profit, sont basés sur des principes admirablement exposés et développés par les novateurs français, au commencement de ce siècle. C'est à l'étranger que ces principes ont profité, c'est à lui qu'ils ont produit tout le bien et toute l'économie des forces intellectuelles que leurs inventeurs en attendaient pour leur propre patrie. Et lorsque en Russie même on débat la question de savoir si l'instruction primaire doit être établie sur le système de l'enseignement *intuitif* pur, ou bien sur le même système un peu plus synthétisé, en France, dans le pays où ce système fut inventé et préconisé il y a plus de cinquante ans, on instruit la jeunesse d'après les mêmes méthodes et à l'aide des mêmes vocabulaires qu'au moyen âge, ou à l'époque de Charlemagne.

Les classes dirigeantes ont cru pouvoir délaissier la science, l'enseignement, la politique — la vraie, — en un mot, toute la vie intellectuelle de la France. Elles se sont dit que le pouvoir, l'industrie, la finance, le commerce les compenseraient largement et sauraient les dédommager des mécomptes que produit ce délaissement. Mais elles ont compté sans le vieux principe éternellement vrai et vivant : « celui qui se sert de l'épée périra par l'épée. » On a vu, en 1870, ce qu'est devenu ce « pouvoir fort et respecté » que la bourgeoisie française avait constitué en 1848 et accepté en 1851. En 1873, on a vu, à l'exposition de Vienne, — et des nombreux rap-

ports français sont là pour le dire, — que l'industrie étrangère est sur le point d'éclipser presque toutes les branches de la production française. On prévoit déjà le temps où les produits de l'industrie française ne pourront plus rivaliser avec les produits étrangers ni leur faire une concurrence sérieuse, et ceci, non-seulement par leur prix, par leur solidité ou leur qualité, mais même par le goût et le fini qui, depuis un temps immémorial, étaient la marque distinctive des produits français. En cherchant la cause de ce fait, on s'est immédiatement aperçu qu'il venait de la profusion des écoles professionnelles, des écoles de dessin, etc., et de la multiplicité des efforts bien dirigés, pour imprimer à l'enseignement national le caractère d'utilité pratique, absolument méconnu en France. Et pendant ce temps la question qui prime en France toutes les autres, en fait d'enseignement national, est celle de savoir si l'on donnera ou non au clergé tout-puissant plus de moyens de propagande catholique qu'il n'en possède déjà dans l'Université Française.

Prenez n'importe quelle autre question et vous verrez que la France d'aujourd'hui se trouve dans la même infériorité relativement à ses voisins. Citons encore un exemple. C'est la France qui a, voilà plus d'un demi-siècle, élevé la première la voix au sujet de la situation de la femme dans la société moderne. On sait que cette situation est vraiment intolérable, et partout on reconnaît qu'il faut chan-

ger quelque chose à cette alternative dans laquelle se trouvent les femmes d'être esclaves ou courtisanes. On cherche partout les moyens de rendre la femme apte au travail, de lui ouvrir quelques-unes des professions où elle pourrait honnêtement gagner sa vie et son bien-être, on examine les modifications qui peuvent ou doivent être introduites dans les lois régissant ses droits civils et de famille. On élargit partout le programme de l'instruction des femmes, on leur ouvre les portes des universités et de quelques professions libérales. Il n'y a qu'en France qu'on a réduit cette grande question à des proportions mesquines, il n'y a qu'en France qu'on se querelle gravement pour établir si, oui ou non, la femme a le droit à l'adultère — tandis que partout ailleurs on lui a déjà reconnu le droit au travail.

Nous avons indiqué à la hâte quelques unes de ces graves questions qui commencent déjà à préoccuper l'opinion publique en Europe et qui, bien certainement, modifieront bientôt la face du vieux monde. Il serait trop long de les énumérer toutes, d'autant plus que notre sujet ne le comporte nullement. Mais rien que par les exemples que nous avons indiqués, on peut se faire une idée de la nécessité de suivre attentivement cet enfantement laborieux de la vie nouvelle qui se fait jour aux portes mêmes de la France et qu'il faut étudier et connaître sous peine de se faire écraser par elle.

IX

Mais, nous dira-t-on, tout cela n'est pas de la politique proprement dite, et les journaux politiques ont trop à faire dans leur propre domaine, pour se permettre des excursions dans celui des économistes ou des pédagogues.

Hélas, la politique n'est plus ce champ clos d'autrefois, réduit à l'espace qui séparait le palais du souverain de l'hôtel des ministres ou de la chambre des représentants. Depuis le temps où les sociétés de gymnastes préparent les vaillants soldats de l'indépendance et surtout de l'invasion, depuis le temps où les maîtres d'écoles se sont mêlés à la direction des batailles de Sadowa et de Sedan, toutes les branches de la vie d'une nation appartiennent de plein droit au domaine de la politique pure et appliquée. Le diplomate ou le publiciste qui ne connaît pas toutes ces branches et s'en rapporte seulement à ce qu'il trouve dans les documents officiels, s'expose de gaité de cœur à la bévue de M. de Gramont qui, tout diplomate qu'il était, ignorait la parfaite impossibilité de séparer, en cas de guerre, l'Allemagne du Sud de celle du Nord. Mais ne chicanons pas là-dessus. Admet-

tons pour un instant que la seule mission des journaux politiques consiste dans la plénitude et l'exactitude des renseignements politiques « proprement dits », et voyons si la presse d'aujourd'hui accomplit même cette mission restreinte.

De crainte de tomber dans de trop longs développements, nous ne choisirons qu'un tout petit exemple, pour montrer la manière dont la presse analyse et établit les questions politiques de son ressort. Tout le monde sait à quoi s'en tenir sur la politique intérieure des journaux. Nous prendrons donc un exemple éloigné de la politique extérieure, sur laquelle tous les journaux sont d'accord et qu'ils traitent tous de la même manière.

Depuis la dernière guerre toute la presse a tourné ses regards vers la Russie, comme vers la puissance qui est appelée à devenir prochainement l'alliée de la France contre la Prusse. Si cette prévision pouvait se réaliser, la France, assurément, y trouverait plus d'un avantage. Mais la presse française, tout en découvrant pour son pays cette nouvelle alliée, aurait dû examiner froidement si ce n'est pas une découverte illusoire et s'il n'y a pas de dangers à se créer des mirages dont l'illusion exposerait la politique française aux plus graves échecs et aux revers les plus irréparables.

On colporte dans les journaux deux ou trois anecdotes sur quelques membres de la famille impériale russe, et surtout sur le grand duc héritier.

On affirme que ces personnages détestent l'élément allemand et aiment la France du fond du cœur. De là à prétendre qu'à la prochaine guerre la Russie ne peut manquer d'être l'alliée naturelle de la France contre l'Allemagne, il n'y a qu'un pas, et on le franchit en disant d'un ton assuré : « du reste, vous savez, les provinces baltiques, la Russie doit y tenir, que diable ! » Et de profonds politiques, dans la presse française — et ailleurs peut-être — basent là-dessus les projets de revanche.

Mais avant de songer aux provinces baltiques, l'Allemagne ne peut manquer de contempler d'un œil d'envie bien d'autres provinces *exclusivement* allemandes qui l'avoisinent et qui sont bien autrement tentantes que ces pauvres provinces baltiques, peuplées par les races finnoise et slave, et réduites à la plus profonde misère. L'Allemagne trouve à ses portes les provinces *allemandes* de l'Autriche, avec une population allemande de plus de sept millions, et il lui est infiniment plus facile d'acquérir ces belles provinces, que la plaine inculte et marécageuse de la Livonie et de la Courlande. D'un autre côté, si la Russie déteste les allemands et si quelques grands personnages de la Russie laissent voir ces sentiments, c'est en grande partie à cause des tendances d'un groupe de la haute société russe à l'*empire panslaviste* sous l'hégémonie de la Russie.

S'il est prouvé que la Russie — ou ceux qui la dirigent — ont des tendances sérieuses de ce genre,

la puissance contre laquelle la Russie devra diriger ses forces et ses efforts est non pas l'Allemagne, mais l'Autriche ou la Turquie.

La Prusse n'a qu'une petite parcelle du pays slave — le grand duché de Posen, à moitié germanisé, — tandis que l'Autriche et la Turquie sont à moitié composées de pays presque exclusivement slaves. Dans cette situation la Russie ne peut baser sa politique que sur une triple alliance entre elle, l'Allemagne et la puissance qui devra être partagée la dernière. Si c'est contre la Turquie qu'elle dirige d'abord ses efforts, elle doit s'unir à l'Allemagne et à l'Autriche. Si, au contraire, ce sont les provinces autrichiennes qui la tentent, elle doit se coaliser avec l'Allemagne et la Turquie. Dans les deux cas elle a un intérêt absolu à ne pas se mettre l'Allemagne sur les bras et à l'avoir pour alliée.

Il y a un avantage certain, palpable, indiscutable, attaché à cette alliance de l'Allemagne et de la Russie, avantage également satisfaisant pour les deux parties en cause. Pour l'Allemagne, cet avantage consiste en la consolidation de son unité politique par l'acquisition des provinces allemandes de l'empire autrichien. Pour la Russie — en la création de l'unité panslaviste par l'annexion des provinces slaves ou mixtes du même empire. Quel est l'équivalent de cet avantage que la France pourrait offrir à la Russie, pour contrebalancer les offres de l'Allemagne et détacher la Russie de la Prusse? Quelles compensations pourrait proposer la politi-

que française à la Russie, pour susciter un antagonisme sérieux entre les deux empires du Nord? Lui donner toute la latitude possible dans la solution des questions d'Orient? Mais voilà déjà longtemps que l'Allemagne — qui n'a aucun intérêt en Orient — a dû *garantir* à la Russie la même latitude, et la révision du traité de Paris est là pour le prouver aux moins clairvoyants. A part cela la politique française n'a rien, absolument rien, à offrir à la Russie, qui puisse tenter celle-ci à rompre son alliance avec l'Allemagne. C'est élémentaire, tout cela, et c'est ainsi qu'on s'explique la politique des deux empires du Nord quand on se donne la peine de l'étudier un peu de près.

Eh bien, ami lecteur, vous a-t-on jamais laissé entrevoir ces nuages sombres sur le fond du tableau qui vous montrait une prochaine alliance de la France et de la Russie, pour serrer de près l'Allemagne? Vous verrez, de vos propres yeux, quelle averse de douches froides vont un jour jeter ces nuages sur les illusions décevantes dans lesquelles vous entretenez vos journaux. Alors, une fois de plus, vous vous apercevrez de quelle absolue nécessité est, dans un pays quel qu'il soit, une presse consciencieusement rédigée et intelligemment renseignée sur tout ce qui intéresse le présent et l'avenir du pays. Plaise à Dieu que ce jour-là le tort ne soit pas irréparable!

Puisque nous en sommes sur le chapitre de la politique extérieure, notons en passant que jamais de

sa vie peut-être, la France ne s'est encore trouvée dans une situation aussi précaire et aussi dangereuse que celle où elle est placée aujourd'hui. Entourée de puissances formidablement armées et franchement ennemies, ou tout au moins jalouses et défiantes, sans alliés, sans une forte armée, sans budget équilibré, sans chefs jouissant d'une absolue autorité morale, sans politique déterminée, elle se trouve livrée à tous les hasards et exposée à tous les dangers. Des ennemis aussi habiles qu'implacables la surveillent à tout moment, guettant chacun de ses mouvements et profitant de chacune de ses fautes et de ses instants perdus. Ils tâchent de tourner contre elle tout ce que l'Europe moderne a de forces et d'intelligences. Et c'est le moment que choisit la presse française pour continuer des luttes byzantines, où les journaux et les opinions de toutes sortes s'entredéchirent à qui mieux mieux, pour s'arracher les lambeaux de ce qui reste encore d'influence morale dans ce malheureux pays. C'est dans cette situation, à la veille peut-être des catastrophes les plus terribles, qu'on sème la défiance et les divisions, qu'on entretient les haines de partis et les antagonismes de classes, qu'on creuse des abîmes entre les fils d'une même patrie et qu'on rend presque impossible que ces fils combattent un jour côte à côte pour la défense et l'honneur de leur mère. Et si l'on va droit au fond des choses pour examiner la cause première de toutes ces luttes aussi acharnées qu'an-

tipatriotiques, on reste stupéfait devant la petitesse de cette cause produisant de si désastreux effets. C'est tout bonnement en faveur d'un prétendant ou d'un autre, pour le bien d'une dynastie ou d'une coterie quelconque, que sont entretenues toutes ces luttes déshonorantes, toutes ces discussions énervantes, tous ces débats oiseux qui déconsidèrent et affaiblissent à la fois tous les combattants, et la France par-dessus le marché.

Une dernière remarque encore, au sujet du rôle de la presse française dans les questions extérieures. On sait de quelle façon les ennemis de la France exploitent l'opinion publique de l'Europe au détriment des intérêts français. Une multitude de journaux étrangers est créée et entretenue exprès, pour convaincre l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre et l'Europe presque entière que la France poursuit le triomphe des idées les plus rétrogrades et des principes les plus réactionnaires. On représente dans ces feuilles la France marchant à la tête des ultramontains et forgeant des armes contre toutes les conquêtes de l'esprit moderne. On affirme sur tous les tons qu'elle cherche à détruire l'unité italienne, à introniser Don Carlos en Espagne, à solder les prêtres-réfractaires de la Suisse, à mettre la main sur la Belgique, etc., etc. Et c'est de cette façon qu'on sape insensiblement les sympathies que la France de 1789 avait acquises dans tous les pays du monde civilisé. Or, en présence de cette tactique machiavélique, n'importe-t-il pas à la France que

ses journaux puissent se répandre autant que possible à l'étranger, pour y propager des notions justes et vraies sur ses intentions et ses principes? Malheureusement l'intérêt tout local et exclusivement parisien des journaux français leur interdit l'accès de l'étranger. Allez dans n'importe quelle ville de l'étranger, entrez dans n'importe quel hôtel, n'importe quel bureau, vous y trouverez, en fait de journaux français — l'*Indépendance belge* toute seule, à côté de trois ou quatre journaux anglais et d'une quantité de feuilles allemandes. La presse française est presque complètement inconnue à l'étranger, ce qui donne une libre carrière aux feuilles locales qui, sûres de n'être ni contrôlées sur place, ni démenties de Paris — où on ne les lit jamais, — accumulent gratuitement sur la France calomnies sur mensonges et infamies sur accusations.

X

En présence de cette situation et de ces dangers sans nombre, la presse française montre une étroitesse de vue et une myopie politique vraiment désespérantes. Elle semble croire que la France entière, et tout l'univers en même temps, tiennent dans les coulisses du théâtre de Versailles. Les rares journaux qui se sont aperçus qu'il y avait en France d'autres coulisses de théâtres et qui se sont consacrés aux faits et gestes de Mlle Trois étoiles ou de madame X.Y.Z, paraissent avoir découvert tout un monde nouveau, et le public leur en tient un compte sérieux. Mais personne ne semble soupçonner qu'en dehors de la France parlementaire et théâtrale il y ait une France qui pense, qui travaille, qui cherche sa voie, qui produise et qui souffre surtout. Dans toutes les sphères de la vie quotidienne de cette France inconnue, il se passe tous les jours des faits autrement intéressants qu'un discours de M. Clapier ou une création de M^{me} Alphonsine. Mais une intrigue d'un des partisans de M. de Broglie occupe toute la presse huit jours durant, tandis que cette même presse ignore complètement ce qui se passe à Bordeaux ou

à Marseille, aussi bien que ce qui se prépare à Berlin ou à Rome. L'entrée d'une obscure comédienne dans la cage d'une ménagerie de fauves apprivoisés, ou la disgrâce d'une bouquetière du Jockey-Club, produit dans la presse plus de sensation et y occupe plus de place que la crise inopinée de toute une industrie importante.

A quoi bon, du reste, s'occuper de la vie réelle de la France, des intérêts de ses divers départements ou des besoins de ses différentes industries? Est-ce qu'on en parlera le soir au foyer des théâtres, est-ce qu'on s'en occupera au cercle, est-ce qu'on s'adressera de pareilles questions à la prochaine réunion chez madame une telle? Suivre attentivement les besoins du pays et les progrès qu'on réalise à l'étranger, provoquer toutes les réformes vraiment utiles, aiguillonner l'initiative publique et particulière et la fortifier par la description des travaux d'autrui, s'occuper des questions de l'éducation nationale, de l'hygiène publique, de l'économie sociale, — en un mot faire connaître la vie réelle tout en lui donnant les moyens de se perfectionner, — cela semblera un ennui mortel à toutes ces petites dames, cela paraîtra fatigant à tous ces jeunes désœuvrés, et peu sérieux à messieurs les députés présents et à venir.

Et on s'étonne, après cela, que la masse du public ne suive plus l'impulsion que lui donne une pareille presse, que le corps électoral lui-même fasse tous les jours des manifestations qui stupéfient

messieurs les journalistes ! La France, se dit-on alors, est une boîte à surprise : il est impossible de prévoir ce qu'elle pensera demain et ce qu'elle fera dans huit jours. Cela tient exclusivement à ce que cette France dont personne ne s'occupe et que tout le monde veut diriger, continue à penser et à agir dans son for intérieur, et que, conséquente avec son passé et son tempérament, elle marche, pendant que ceux qui ont mission de l'observer et de la guider lui tournent obstinément le dos, pour disserter dans le vide. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait depuis longtemps distancé ses naïfs observateurs, et que ces messieurs soient à chaque instant bouleversés de l'apercevoir du côté diamétralement opposé à celui où ils l'avaient laissée quelques années auparavant. C'est-là l'unique explication des soi-disant soubresauts de l'opinion publique et des manifestations électorales ou autres, de plus en plus rebelles à toutes les prévisions des augures improvisés de la politique française.

Passé encore, si tout le mal consistait dans la déconsidération de ces augures niais dont regorge la presse française. Malheureusement, nombre d'autres périls, bien autrement graves et sérieux, découlent de cette situation anormale de la presse actuelle. Nous nous permettons d'en signaler ici même une couple, qui sont de nature à réclamer impérieusement les remèdes les plus énergiques.

La principale préoccupation de la presse d'aujourd'hui est l'attaque ou la défense du gouverne-

ment existant. Le seul raisonnement qui la guide est le suivant : S'il y a des réformes à prêcher, s'il y a des améliorations que la nécessité réclame, nous les proposerons et nous les ferons valoir lorsque nous aurons atteint le but suprême de la lutte aujourd'hui engagée. Attaquons (ou défendons) le gouvernement actuel, renversons (ou consolidons) le définitivement, et alors nous aurons le loisir de préconiser toutes les améliorations voulues. Et les gouvernements tombent, d'autres les remplacent et les suivent, mais la lutte des partis est toujours là, incessante, ardente, exclusive, et les loisirs pour proposer ou étudier les réformes en question n'arrivent jamais. Et voici comment, toute la presse étant dévouée aux différents partis politiques, aucun journal ne trouve le moyen de faire adopter par ses lecteurs d'abord, par l'opinion publique ensuite, et enfin par la législature du pays, les réformes les plus urgentes et les plus salutaires, qui, dans d'autres pays, sont réalisées depuis longues années, et commencent à produire les meilleurs résultats.

Si, par hasard, la presse s'occupe de ces réformes, c'est uniquement lorsqu'elle peut s'en servir comme d'une arme de combat, pour ou contre le gouvernement existant. C'est dire assez avec quelle partialité et quel parti pris elle les traite. C'est grâce à cet abaissement de la presse que la France se trouve aujourd'hui distancée par tous ses voisins en fait d'organisation administrative, d'im-

pôts, d'instruction publique ou privée, d'économie sociale, etc. Partout ailleurs qu'en France, on pourrait n'y attacher qu'une importance toute secondaire. Mais dans un pays qui a vu de près tant de défauts de sa vieille organisation administrative et de sa situation économique, qui sent que tout est à changer et que sa sécurité et son existence mêmes sont à ce prix, la presse devrait bien se consacrer à la recherche des innovations réclamées par les nécessités du moment et justifiées par le succès qu'elles ont obtenu dans d'autres pays.

Un autre danger que la presse de parti pris fait courir à la France est peut-être, — si c'est possible, — encore plus grave que celui que nous venons d'indiquer. Dans le courant de cet écrit nous avons plus d'une fois attiré l'attention des lecteurs sur ce fait que la presse inféodée aux partis politiques compromet et expose aux dangers de toutes sortes sa dignité et son autorité morale. Nous sommes amenés à démontrer maintenant qu'elle met en péril son existence même. Personne ne s'étonne qu'un gouvernement, quel qu'il soit, s'octroie le droit de vivre et, pour y arriver, celui de combattre ses adversaires et de les désarmer. « C'est de bonne guerre, » dit-on. Aussi, voit-on sans indignation ni protestation aucune les gouvernements supprimer les journaux de l'opposition et accumuler contre la presse toutes sortes de lois répressives qui la bâillonnent et la rendent souvent muette

ou servile. — D'un autre côté, étant donné le nombre forcément restreint des lecteurs qu'un journal de parti peut se procurer, les gouvernements ne craignent jamais de les mécontenter en supprimant leur journal favori. Mais les gouvernements, même les plus acharnés défenseurs de l'ordre moral, y regarderaient à deux fois avant d'oser porter la main sur un journal de la valeur du *Times* ou de *New-York Herald*. La raison en est bien simple. La suppression d'un pareil journal équivaldrait aux yeux de l'Europe entière à l'aveu fait par le gouvernement en question qu'il lui est impossible de supporter non-seulement les attaques de ses adversaires, non-seulement les critiques de ses administrés, mais même le jugement impartial et la contradiction loyale des observateurs désintéressés. Cet effet moral, joint à l'impression pénible qu'une telle mesure produirait nécessairement sur la masse innombrable des lecteurs du journal supprimé, ferait au gouvernement le tort bien autrement sérieux et ineffaçable que celui que pourraient produire les appréciations les plus sévères du journal sacrifié.

Or cette question de la liberté de la presse n'est pas aussi insignifiante qu'on se l'imagine généralement. La France a expérimenté dernièrement un régime sous lequel la presse était réduite à l'état de la servitude la plus misérable. La nation était conduite à l'aveugle dans les ténèbres, par un gouvernement aussi mal intentionné que dépourvu de

toute espèce de lumières. Aucune voix n'a pu s'élever à temps dans la presse, pour éclairer la situation et pour en signaler les dangers. On sait où cela a conduit la France. N'est-il pas étrange que ce pays, le lendemain même de sa terrible chute — due en grande partie au bâillonnement de la presse — se soit retrouvé sous ce rapport exactement dans la même situation qui l'a mené à l'abîme? Pourquoi donc les leçons les plus inexorables d'une expérience aussi décisive ne lui ont-elles servi à rien? A moins de conclure que ce pays est incorrigible, il faut reconnaître qu'il est du devoir de la presse de faire tout son possible pour ne plus compromettre le peu de liberté qui lui reste encore, et de conquérir patiemment non seulement la tolérance passagère mais encore le droit formel du franc-parler. Ce droit, on ne peut l'acquérir qu'à force de parler juste. Or tout le monde sait qu'il est parfaitement impossible de parler juste lorsqu'on est inféodé à qui que ce soit et qu'on est payé pour fausser — dans un sens ou dans un autre — le jugement du public.

Qu'on ne vienne pas nous objecter que la réalisation de nos souhaits entraînerait la ruine de la presse politique et priverait les différents partis des moyens de plaider devant l'opinion publique la cause de leurs préférences et de propager pacifiquement leurs doctrines et leurs idées. Un excès, si fort qu'il soit, ne nous rejette nullement dans l'excès contraire, et nous sommes loin

de méconnaître l'utilité de la presse strictement dévouée au service des partis. En Angleterre tout comme en Amérique, où les grands journaux n'étant à la dévotion d'aucun parti les jugent tous avec plus ou moins d'impartialité, tous les partis ont leurs organes officiels dans la presse politique. Les fidèles les lisent, les adversaires les consultent. Mais au-dessus d'eux, et pour les contrôler, pour ne pas leur permettre de dénaturer les faits ou de falsifier la vérité, il y a la vraie presse, celle qui ne sert aucun parti et qui n'est lue et crue qu'en tant qu'elle a su établir, par des preuves multiples, sa réputation d'honnêteté, d'impartialité et de capacité politiques. C'est précisément cette presse, et non pas les nombreux journaux de partis, qui fait autorité aux yeux du gros public, aux yeux de la majorité du pays. Préférer à cet état de choses la situation de la presse française, où tous les journaux, grands et petits, sont à la dévotion sinon à la solde des partis et des coteries politiques, c'est-à-dire de leurs meneurs, c'est vouloir la prolongation d'une absurdité, c'est accorder les fonctions de contrôleurs précisément aux hommes qu'on devrait contrôler.

XI

Il est temps que cette situation cesse définitivement et que la presse française s'affranchisse enfin de cette servitude volontaire qui, tout en ruinant son influence morale et sa prospérité matérielle, compromet gravement les intérêts et l'avenir de la France elle-même. Il est temps qu'elle secoue le joug de quelques intrigants et ambitieux — politiques ou financiers — qui s'en servent adroitement pour sophistiquer l'opinion publique et pour exploiter la fortune nationale. L'intérêt de la France, aussi bien que celui de la presse française, réclame impérieusement une réforme radicale dans la situation actuelle de la presse. Or, cet intérêt doit primer, aux yeux de tout Français, de quelque parti qu'il soit, les petits calculs des meneurs et des exploiters de la crédulité publique.

Depuis quatre-vingts ans ces meneurs et ces exploiters emploient la presse à diriger à l'aveugle le public français. La presse s'est habituée à lui dicter ses opinions, ses sympathies, ses volontés et ses mots-d'ordre. Elle a usé toutes ses ficelles, à l'aide desquelles il lui arrivait quelquefois d'insinuer au public sa façon de voir ou de la lui imposer. Aujourd'hui que le public a considérablement grandi, il

faut renoncer à ces ficelles et dire adieu à ce rôle. La presse agite en vain ses vieux spectres rouges ou blancs, elle fait appel en vain à la calomnie et à l'invective : toutes ces petites infamies, toute cette mauvaise foi dont elle s'inspire, se retournent aujourd'hui contre elle et la tuent à petit feu. La direction de l'opinion publique, la réglementation de la vie politique lui échappent absolument.

Si elle persévère dans la voie qui l'a menée à cette situation plus que pitoyable, c'en est fait d'elle désormais. Elle finira exactement comme finirent jadis les oracles et les sophistes de la Grèce antique : le mépris public, succédant à l'indifférence universelle, lui portera le coup de grâce.

Pour échapper à ce danger certain, il ne reste à la presse qu'une seule voie. — Qu'elle renonce à toutes ses petites machinations politiques, qu'elle oublie toutes ses intrigues et calomnies, qu'elle rejette loin d'elle sa mauvaise foi et ses prétentions, en un mot qu'elle ne songe plus à sa tâche actuelle de *diriger* l'opinion publique de la France. Cette tâche est visiblement au-dessus de ses forces et de sa mission. La seule tâche qui incombe à la presse d'un grand pays civilisé — c'est d'éclairer le public, de le renseigner avec une scrupuleuse honnêteté et de lui fournir le plus de lumière possible sur tout ce qui constitue la vie réelle et le progrès intellectuel du monde contemporain. Remplir consciencieusement cette tâche est l'unique moyen de relever l'influence éclipsee de la presse française.



